

Bibliographie

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **42 (1984)**

Heft 1

PDF erstellt am: **26.09.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

SÉCURITÉ SOCIALE: QUELLE MÉTHODE DE FINANCEMENT ?

UNE ANALYSE INTERNATIONALE¹

Cette analyse, conduite pour le BIT par un groupe tripartite d'experts réunissant des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, examine dans un premier temps l'incidence des modalités de financement de la sécurité sociale sur le coût de la main-d'œuvre, sur l'emploi et, plus généralement, sur l'économie nationale. En effet, étant donné l'importance croissante des transferts effectués par les systèmes de sécurité sociale, les méthodes de financement très diverses selon les pays, les époques et les circonstances ne sont plus neutres par rapport à d'autres phénomènes sociaux et économiques, notamment l'emploi.

Les charges sociales croissantes auxquelles doivent faire face de nombreux pays, les contraignent à augmenter les rendements des méthodes de financement existantes ou à trouver de nouvelles sources de recettes. Les différentes mesures pouvant être prises à ces fins sont présentées avec leurs avantages et leurs inconvénients. Parmi ces mesures, on trouve l'augmentation des taux de cotisations, le dé plafonnement des cotisations, l'élargissement de l'assiette des contributions (en prenant non plus les salaires comme assiette, mais l'ensemble de la valeur ajoutée), ou encore le recours à des moyens de financement complémentaires, dont la fiscalisation. Le choix de l'une de ces méthodes ou d'une de leurs combinaisons dépendra de critères politiques, économiques, sociaux ou techniques.

Dans un deuxième temps, l'étude définit trois principes qui devraient guider la rationalisation du financement :

1. tenir compte des conditions techniques en appropriant de manière sélective les ressources, c'est-à-dire en recherchant une nouvelle logique financière d'inspiration fonctionnelle pour remplacer la logique institutionnelle perdue à cause d'un souci d'unification administrative,
2. tenir compte des conditions sociales à l'aide d'une répartition équitable des charges pour une réduction des inégalités sociales et l'amélioration de la solidarité nationale,
3. tenir compte des conditions économiques en liant les modalités de financement aux objectifs de la politique économique.

Cette étude est accompagnée du résumé de six communications en matière de financement de la sécurité sociale en Argentine, en Australie, en Espagne, aux Etats-Unis, en France et en Hongrie. Ces comptes rendus décrivent la position prise dans les pays concernés quant aux critères qui devraient guider la rationalisation du financement de la sécurité sociale, en

¹ Bureau International du Travail,

mettant en évidence l'importance des particularités nationales. Toutefois, tous ces pays doivent faire face à un problème commun : l'augmentation constante des charges sociales. Cette réalité est également mise en évidence par une analyse statistique des pays de l'OCDE et des pays européens à économie planifiée qui relève une progression générale des recettes de sécurité sociale dans le but de compenser cette croissance.

En conclusion, cette publication donne une vision intéressante, à la fois globale et spécifique, des différents systèmes de sécurité sociale, de leurs modes de financement, du rôle qu'ils jouent et qu'ils pourraient jouer suivant les orientations choisies.

Evelyn Raillard